

Les Français n'ont certainement pas fait un cadeau au Parti Socialiste en lui donnant tous les pouvoirs

Comme cela était prévisible dans la logique des Institutions de la 5^{ème} République, François Hollande a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée Nationale pour mettre en œuvre les 60 propositions de son programme présidentiel.

Sarkozy aura été le principal artisan de la victoire de la Gauche en décidant de droitiser à l'extrême l'UMP pour courir après les électeurs du Front National.

Il en est donc advenu ce qui devait arriver, l'UMP a essuyé une défaite historique qui tourne définitivement la page du sarkozysme dans le paysage politique français.

La percée du Front National à l'élection présidentielle sous l'égide de Marine Le Pen qui a été confirmée aux élections législatives devrait sérieusement handicaper la refondation idéologique d'une UMP dans laquelle ses propres électeurs ne se reconnaissent plus.

La crise économique et financière que subissent les Etats des pays développés et dont est entièrement responsable la politique libérale impulsée par les Institutions Internationales que sont le FMI, l'Union Européenne, la Commission Européenne l'OMC et les oligarchies financières avec la complicité active de nos gouvernants, ne sera pas résolue simplement en changeant de majorité politique en France.

Nous ne devons pas oublier que tous les partis sociaux démocrates ont soutenu le libre échange, la concurrence

déloyale et faussée, la réduction des dépenses publiques, l'abandon des services publics au profit des entreprises privées, et nous ne voyons pas pour quelles raisons, ils reviendraient aujourd'hui sur ce qu'ils ont contribué à mettre en œuvre les années passées, croyant naïvement que le marché se régulerait de lui-même, alors que le capitalisme génère dans son fonctionnement des crises systémiques nécessaires à sa survie.

Malgré ce constat accablant, les peuples continuent à choisir des majorités de gauche ou de droite espérant que celles-ci trouveront des remèdes aux maux qui les assaillent.

La gauche française incarnée aujourd'hui par François Hollande va devoir affronter une résistance profonde au changement que ne veulent pas les puissances d'argent qui nous gouvernent depuis des décennies.

Le pouvoir économique et financier qui n'a jamais été du côté des peuples opprimés, fera tout pour empêcher que l'on remette en cause l'orientation libérale donnée aux échanges commerciaux entre les pays occidentaux et les pays émergents.

Les disfonctionnements de nos économies ont été trop loin pour que nous soyons à même de les redresser par des mesures circonstancielles ou simplement par des changements de majorité dans nos pays respectifs.

L'endettement des Etats de l'Union Européenne a atteint un tel niveau, qu'il paraît impossible de tenir nos engagements vis-à-vis de nos créanciers qu'ils soient publics ou privés.

L'exemple de la Grèce que l'on a injustement qualifiée de mauvais élève nous prouve que les cures d'austérité qu'on lui a imposées ne lui permettront pas de retrouver avant longtemps une période de croissance, pouvant dégager des rentrées fiscales nécessaires à la résorption de ses déficits abyssaux.

Il en est de même pour le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et bientôt l'Italie et probablement la France et certainement l'Allemagne, si nos gouvernants continuent à soutenir une politique au service des banksters.

Nous n'avons pas tiré les enseignements de la crise financière de 2008, car nous avons laissé les banques continuer à faire leur jeu de massacre dans l'économie réelle, alors que nous aurions dû toutes les nationaliser pour les contraindre à nettoyer leurs bilans et à réellement nous dévoiler leurs engagements hors-bilans autrement plus dangereux que les résultats comptables annuels déclarés à leurs autorités de tutelles respectives.

En Europe, la BCE a injecté des milliards de liquidité aux banques pour les sauver d'une faillite certaine sans avoir demandé en retour de quelle manière celles-ci avaient utilisé ces fonds. Cela peut paraître incroyable, mais c'est à peu près ce qu'il s'est passé.

Ces banques cupides ont emprunté à la BCE des lignes de crédit à 1% pour les prêter à des Etats déjà très endettés à 6% ou 7% voire plus.

Comment voulez-vous que les Etats arrivent à s'en sortir avec une telle politique qui nous conduit tout droit au désastre et au chaos généralisé ?

Il faut changer de façon urgente les règles du jeu, si nous voulons éviter le pire pour les peuples de nos Nations qui se trouvent au bord du gouffre.

La crise systémique que nous connaissons n'est pas maîtrisée par les Institutions Internationales, car même les pays émergents tels que la Chine se trouvent aujourd'hui atteints par la dégradation des comptes publics des pays occidentaux.

En raison de la crise économique et de la crise de la dette dans les pays développés, la croissance économique des pays en

voie de développement sera ralentie en 2012, selon un rapport de l'ONU sur les perspectives économiques mondiales en 2012. La croissance économique chinoise devrait atteindre les 8,3% cette année, selon le rapport, soit inférieur au taux de croissance de 2011, qui était de 9,2%.

Le rapport prévoit également que les pays en voie de développement atteignent une croissance globale de 5,3% en 2012. Une nette baisse par rapport à 2011, où ce taux était de 5,7% et en 2010, où ce taux était de 7,5%.

Sur le plan immobilier La Chine est devenue une grande Espagne. L'Espagne a construit des routes, des ponts, des aéroports vides grâce à des taux d'intérêt artificiellement bas et à des subventions européennes. Elle a laissé se développer une bulle immobilière. En Chine, le poids de l'immobilier dépasse 15 % du PIB contre 13 % du PIB espagnol au plus haut de la bulle. Ajoutez à cela un système féodal corrompu et vous obtenez la plus mauvaise allocation de l'épargne de l'histoire.

En 2011, le système bancaire parallèle, qui s'est développé pour financer les entreprises privées auxquelles les banques ne veulent plus prêter parce qu'elles préfèrent financer les entreprises publiques, a représenté 45 % du financement de l'économie privée ! Les autorités ont pris conscience de la surchauffe en cours et ont essayé de la contrôler, mais en refusant d'utiliser les moyens traditionnels de la politique monétaire qui militaient pour une réévaluation de la monnaie.

Par crainte de faire éclater cette bulle, elles n'ont finalement remonté que marginalement les taux d'intérêt et se sont contentées d'encadrer administrativement le crédit et d'augmenter les réserves obligatoires des banques.

En parallèle, l'inflation galopante des produits alimentaires et de l'énergie, qui représentent 40 % du panier de la ménagère chinoise, lamine désormais le pouvoir d'achat des

ménages. Au final, le paysan chinois ayant migré vers les provinces côtières dans l'espoir de s'enrichir éprouve de plus en plus de difficultés à se loger et à envoyer de l'argent dans sa famille, ce qui génère des tensions sociales croissantes.

Conscient du problème, le gouvernement estime qu'il faut réorienter la croissance vers l'intérieur. Mais la tâche sera ardue. Au cours des trois dernières années, le poids de la consommation des ménages dans le PIB n'a pas arrêté de baisser. Les Chinois n'ont en effet pas les moyens de consommer plus, pénalisés par un partage de la richesse qui leur est très défavorable : la masse salariale ne représente que 47 % du PIB en Chine contre 65 à 70 % dans les pays occidentaux.

Dans la zone euro, après la Grèce, la situation économique en Espagne va empirer en 2012 avec un fort recul du produit national brut et une hausse du chômage, a déclaré dimanche à Madrid le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy. Il s'exprimait au cours d'une conférence de presse, au lendemain de l'annonce par l'Espagne qu'elle demanderait une aide financière européenne pour renflouer son secteur bancaire en difficulté.

L'Eurogroupe, rassemblant les 17 pays de la zone euro, a fait savoir que Madrid pourrait recevoir jusqu'à 100 milliards d'euros, même si le montant nécessaire n'a pas encore été chiffré. Quatrième économie de la zone euro, l'Espagne est le pays le plus important à devoir demander l'aide de ses partenaires depuis le début de la crise de la dette, après la Grèce, l'Irlande et le Portugal.

L'année 2012 sera « mauvaise », a averti M. Rajoy. La croissance en Espagne, qui connaît sa deuxième récession en trois ans, « sera négative de 1,7% » et le chômage, qui dépasse déjà les 24%, va encore « augmenter ». Mais en consolidant son secteur bancaire, l'Espagne va retrouver sa

crédibilité économique perdue et relancer le crédit nécessaire pour ranimer l'économie, a-t-il estimé sans préciser dans quel délai.

La situation économique en Italie constitue le principal danger pour la zone euro, écrit mardi le Wall Street Journal se référant à David Riley, responsable mondial des notes souveraines chez Fitch.

« Le sort de l'euro sera décidé près des portes de Rome », a indiqué l'économiste cité par le journal.

L'année 2012 risque de s'avérer dure pour l'économie italienne: selon les estimations des experts, le pays devrait emprunter de 208 à 242 milliards d'euros. Dans le même temps, en février-mars prochain, le gouvernement italien devra payer 91 milliards d'euros de dette souveraine.

M.Riley a également indiqué que l'agence Fitch pourrait dégrader la note souveraine de l'Italie d'ici le 31 janvier. A présent, Fitch attribue à l'Italie la note A+, assortie d'une perspective « négative », qui implique que l'agence pourrait l'abaisser de nouveau à moyen terme.

Quant à la France la situation économique est loin d'être enviable. Le chômage est de loin le problème le plus important, mais s'ajoute également le dépérissement du service public. Le manque de moyens financiers à tous les niveaux est intolérable. Que l'on songe, pour s'en convaincre, au secteur de la santé, au secteur de l'éducation, à l'aide sociale aux plus défavorisés. A chaque fois, le problème est le même : le manque de moyens financiers.

Peut-on espérer un salut venant de la classe politique ? Que ce soit de Droite ou de Gauche ? La réponse est NON ! Car un gouvernement ne peut être impartial s'il est lié à des partis politiques attachés à des intérêts particuliers.

La droite et la gauche observent le même mutisme pour

dissimuler les immenses profits réalisés aux dépens de la nation par les banques en créant la monnaie dans le cadre du crédit.

La classe moyenne est la grande absente et perdante de la scène politique et économique. C'est la classe laborieuse de France, qui supporte la plus grande part du poids fiscal (l'impôt sur le revenu).

La situation actuelle est un cul de sac, apparemment sans solution.

Pourtant des solutions ont été émises par les plus grands économistes et scientifiques (Prix Nobel M. Allais, I. Fischer,...) qui consistent, entre autres, à nationaliser la création monétaire en France, et permettre simultanément la baisse des impôts et le financement des services publics.

A l'heure actuelle ce sont les banques commerciales qui s'approprient les revenus issus de la création monétaire, au détriment de la collectivité. En nationalisant la création monétaire (couverture totale des dépôts à vues) on transférerait la création monétaire depuis les banques commerciales vers la banque centrale en respectant naturellement des règles d'émission rigoureuses pour éviter toute inflation.

Il faudrait redonner à la Banque de France, les pleins pouvoirs afin que celle-ci puisse créer de la monnaie en escomptant les titres de la dette publique.

Tout le mal viendrait, en effet, de la loi du 3 janvier 1973 et de son article 25 qui affirmait que « *le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France* ». Article qui obligeait le Trésor public à emprunter sur le marché à obligations moyennant le paiement d'un taux d'intérêt.

Résoudre le problème de la dette publique ne serait alors

qu'un problème « technique » : il suffirait d'abroger la loi du 3 janvier 1973, et de redonner à la Banque de France son pouvoir de création monétaire.

Le problème est, en réalité, éminemment politique puisque « redonner à la Banque de France son pouvoir de création monétaire » signifierait sortir de la zone euro et revenir au franc.

Les dirigeants européens n'en veulent pas car cela signifierait que la création de l'Euro a conduit nos économies dans une impasse, voire vers une régression inéluctable.

Rester dans la zone euro et changer la politique de la BCE

Dans cette optique, la BCE pourrait acquérir directement les titres de la dette publique des Etats-membres de la zone euro et leur éviter, ainsi, d'avoir recours aux marchés financiers.

L'important est, ici, le mot « direct ». L'article 123 du Traité de Lisbonne interdit, en effet, à la BCE d'acheter directement des titres de dettes publiques. Mais, la BCE acquiert tous les jours, indirectement plusieurs millions d'euros de ces titres.

La prudence devrait, cependant, être de mise. Car, comme le souligne Frédéric Lordon (1) « *la métamorphose de l'endettement public en abus monétaire n'est pas un très beau spectacle. L'inflation « raisonnable » n'est pas un problème en soi, elle peut même avoir bien des avantages, mais son emballement hyper inflationniste laisse les sociétés dans des états de chaos social qui ne le cèdent en rien au risque systémique de la finance dérégulée* ».

Le problème réel qui se pose est donc celui de savoir jusqu'où une telle pratique serait possible sans entraîner d'hyperinflation. La réponse pratique serait de modifier les traités européens pour que la BCE puisse acquérir directement des titres des dettes publiques européennes et donc monétiser

une partie de la dette mais de limiter cette monétisation en combinant l'acquisition directe de titres des dettes publiques européennes avec d'autres éléments de solution à la crise de la dette, notamment avec une restructuration de la part de la dette jugée démocratiquement illégitime par chacun des peuples européens.

François Hollande aura -t-il le courage de remettre en cause l'orthodoxie actuelle qui prévaut au sein de l'Union européenne et au sein de la zone euro ?

Allons-nous continuer à nous enfoncer ou allons-nous enfin modifier le fonctionnement actuel de l'Europe libérale qui détruit les Etats-nations et appauvrit inexorablement les peuples enfermés dans un carcan, dans lequel, les politiques veulent les cantonner, n'osant pas leur avouer qu'ils se sont trompés ?

Les pleins pouvoirs donnés à la Gauche risquent de se transformer en cadeau empoisonné, si celle-ci n'a pas le courage de sortir le peuple Français de la prison libérale dans laquelle il se trouve et qui sert pour l'instant un seul pays, l'Allemagne qui veut imposer à ses partenaires européens qu'une seule politique celle d'un euro mark qui asphyxie les autres économies d'une zone euro en proie à devenir mortifère.

Fabrice LETAILLEUR

[Voir son blog](#)